



Le Second Degré dans l'action : le 18 octobre



Alors que tous les observateurs économiques soulignent l'importance de l'éducation dans les défis économiques à venir, le gouvernement annonce :

- la **suppression d'environ 9000 postes** dans le second degré,
- **l'abaissement des horaires élèves**,
- la **remise en cause des principes fondamentaux de la fonction publique**,
- et aucune négociation salariale.

Ces annonces sont assorties de l'affirmation qu'il faut améliorer l'Education Nationale et le sort des enseignants.

Quoi de plus contradictoire ?

Dans les faits ces mesures se traduiront par :

- Plus d'élèves par classe et plus de classes par prof,
- Plus de collègues TZR ou de postes en service partagé,
- Moins de filières et d'options,
- La remise en cause de nos statuts qui nous offrent, pour le moment :
la garantie de l'emploi, un service hebdomadaire, une progression de carrière et un certain respect de nos qualifications,
- Une dégradation du pouvoir d'achat masquée par plus d'Heures Supplémentaires imposées,

C'est assurément un mauvais coup pour les enseignants, mais aussi pour nos élèves, et donc pour l'avenir du pays.

Il faut un autre budget, pour assurer une solide formation à tous nos élèves avec des enseignants qui conservent un statut qui leur garantit une indépendance et une neutralité dans l'exercice de leurs missions.

Le 18 octobre la FSU 58 appelle, avec la CGT et FO, tous les personnels de la fonction publique :

- à la grève,
- à se réunir à la bourse du travail de Nevers à 15 heures 30
- et à se rassembler à 17 heures devant la préfecture.